



Alstom Transport

Saint-Ouen, le 16 juillet 2018

NON À L'ABSORPTION D'ALSTOM PAR SIEMENS ! MAINTIEN DE TOUS LES EMPLOIS SUR CHAQUE SITE ! À L'OCCASION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES D'ALSTOM LE 17 JUILLET, RÉAFFIRMONS NOTRE OPPOSITION À CE PROJET !

Le 17 juillet prochain se tiendra l'Assemblée générale des actionnaires d'Alstom, avec à son ordre du jour l'approbation de l'opération d'absorption d'Alstom par Siemens.

Les organisations syndicales FO, CGT, CFE-CGC, CFTD estiment que ce projet est purement financier et qu'il ne relève pas d'une stratégie de développement industriel.

Le 8 juin, la Direction a transmis à la Commission européenne un dossier de notification de l'opération, qui est soumise à l'autorisation des autorités de régulation de la concurrence concernées.

Un cabinet d'expertise a été désigné par le Comité Central d'Entreprise (CCE) pour analyser ce dossier, mais la Direction ne lui a pas donné accès à toutes les pièces du dossier, loin de là. Le CCE a donc mandaté son Secrétaire pour exercer un recours en justice selon une procédure de référé de façon à imposer à la Direction de donner accès à tout le dossier.

Que veut cacher la Direction ? La programmation de milliers de suppressions de postes ? Rappelons que 380 millions d'euros de frais de restructuration du futur groupe Siemens-Alstom ont d'ores et déjà été prévus par Siemens.

En outre, lorsque la Direction générale de la concurrence de la Commission européenne a reçu les organisations syndicales d'Alstom le 10 juillet, elle a annoncé que le plus probable serait qu'elle imposerait des cessions d'activités pour éviter une position de monopole, ce qui avait déjà été fait lors de la vente des secteurs « Energie » d'Alstom à General Electric.

Si la Direction s'apprête à faire payer à la majeure partie des salariés les frais de cette opération, certains en retirent par contre d'ores et déjà de substantiels avantages. **Ainsi, à fin mars 2018, la rémunération globale des membres du comité exécutif d'Alstom a été augmentée de 30% par rapport à l'exercice précédent !** Notamment plus d'un million d'euros de primes exceptionnelles pour réaliser la cession d'Alstom à Siemens ! Sans parler des actionnaires pour qui il est prévu 1,8 milliards d'euros de dividendes supplémentaires alors que 3,2 milliards avaient déjà été versés lors de la vente à GE !

Par ailleurs, le 28 mai dernier, M. Le Maire, ministre de l'économie et des finances, a donné à Siemens son autorisation pour cette opération, dans le cadre du décret sur les investissements étrangers dans les secteurs stratégiques français.

Lors de la 1^{ère} réunion du « *comité de suivi du rapprochement entre Alstom et la branche ferroviaire de Siemens* » du 22 mars dernier, M. Le Maire avait annoncé aux organisations syndicales Alstom que des garanties en termes juridiques seraient apportées sur la question de la préservation des sites et des emplois en France, dans le cadre du décret sur les investissements étrangers.

Lors de cette même entrevue, M. Le Maire avait annoncé aux organisations syndicales et à la presse la commande de 100 TGV du futur au plus tard au mois de juin. Or, à ce jour, la SNCF n'a toujours pas décidé de passer cette commande ! Et d'ores et déjà, c'est plus de 30 mois de sous-charge qui sont prévus sur le site Alstom de La Rochelle à partir de septembre 2019 et des grosses difficultés sur le site de Belfort !

Rappelons aussi que M. Le Maire s'est engagé sur une pérennité des emplois pendant 4 ans, mais ensuite... ? Ce ne sont que des paroles dont le seul but est de rassurer l'opinion. A ce jour et sur de nombreux sites nous constatons des ruptures conventionnelles de plus en plus fréquentes, une externalisation des services, comme par exemple, la logistique.

Le train Siemens Alstom Mobility est en marche ...

C'est pourquoi le 1^{er} juin les quatre organisations syndicales Alstom se sont à nouveau adressées au ministre dans une lettre ouverte pour lui demander de les recevoir et de les informer des termes de l'accord passé entre l'Etat et Siemens. A ce jour, le ministre n'a toujours pas daigné répondre aux organisations syndicales.

NON AU PROJET DE CESSIION D'ALSTOM À SIEMENS !

**MAINTIEN DE TOUS LES SITES ET DE TOUS LES
EMPLOIS SUR CHAQUE SITE !**